

PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES INONDATIONS (PPRI) DE LA VALLEE DU LOIR

En matière de prévention des inondations, l'état met en place des Plans des Prévention des Risques Inondations sur les grandes vallées, afin de réglementer l'usage du sol dans les zones inondables. Le Plan de Prévention des Risques Inondations de la vallée du loir a été prescrit par arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2000, et un PPRI anticipé a été approuvé le 8 juillet 2002. Le PPRI définitif est en cours d'élaboration. Son approbation est envisagée pour 2010.

25 Communes concernées

Lavenay, Poncé sur le Loir, Ruillé sur Loir, Lhomme, La Chartre sur le Loir, Chahaignes, Marçon, Flée, Vouvray sur Loir, Château du Loir, Dissay sous Courcillon, Montabon, Nogent sur Loir, La Bruère sur Loir, Vaas, Saint Germain d'Arcé, Aubigné Racan, La Chapelle aux Choux, Le Lude, Luché Pringé, Thorée les Pins, Mareil sur Loir, Clermont Créans, Cré, Bazouges sur le Loir.
(La Flèche est concernée par un PPRI spécifique approuvé le 16/07/1998)

Un Plan de Prévention des Risques Inondations est un document réglementaire de gestion des sols pour la protection des personnes, de l'environnement et des biens. Les PPR inondations ont été institués par la loi "Barnier" du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement.

Comment se définit le risque ?

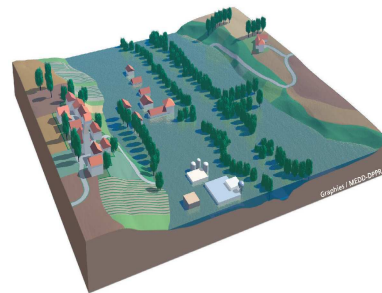
L'aléa

+

L'enjeu

=

Le risque



L'aléa est la manifestation d'un phénomène naturel d'occurrence et d'intensité données.

L'enjeu est l'ensemble des personnes et des biens susceptibles d'être affectés par un phénomène naturel

Le risque majeur est la conséquence d'un aléa d'origine naturelle ou humaine, dont les effets peuvent mettre en jeu un grand nombre de personnes, occasionner des dégâts importants et dépasser les capacités de réaction de la société.

Les objectifs d'un PPRI

- prévenir le risque humain en zone inondable,
- maintenir le libre écoulement et la capacité d'expansion des crues ,
- prévenir les dommages aux biens et aux activités existantes et futures en zone inondable.

La méthodologie

► La première phase appelée étude des aléas consiste à cartographier les zones inondées par un aléa de référence. L'aléa pris en compte est soit la plus forte crue connue lorsque celle-ci est supérieure à la crue centennale(*), soit la crue centennale. C'est donc la crue centennale qui est cartographiée dans le PPRI, les crues de 1995 et 2004 étant inférieures. Cette phase est réalisée à l'aide d'un modèle hydraulique et d'un levé topographique de la vallée. Elle permet d'identifier les zones d'aléa faible (hauteur d'eau inférieure à 50 cm), d'aléa moyen (entre 50 cm et 1 m d'eau) et d'aléa fort (plus d'1 m d'eau) pour une crue centennale.

* La crue centennale est une crue théorique calculée à partir de l'analyse des crues passées et qui a une chance sur cent de se produire chaque année.

► La phase étude des enjeux permet d'analyser l'occupation du sol: zones naturelles, zones urbanisées et d'évaluer le nombre de bâtiments susceptibles d'être inondés en crue centennale.

► Puis les cartes réglementaires sont élaborées par le croisement des cartes d'aléas et d'enjeux et un règlement est associé à chaque zone réglementaire. Les études sont menées en concertation avec les communes. Le projet de PPRI est soumis à la consultation officielle des communes et autres organismes puis à enquête publique.

La procédure

Prescription du PPRI

Etude des aléas
Etude des enjeux
Cartes réglementaires

Consultation du conseil
municipal
Enquête publique

Approbation du PPRI par
arrêté préfectoral

Annexion au Plan Local
d'Urbanisme

La composition d'un PPRI

Le PPRI est composé d'un rapport de présentation, de documents cartographiques et d'un règlement .

Le rapport de présentation:

Il explique les phénomènes pris en compte, ainsi que l'étude de leur impact sur les personnes et les biens, existants et futurs.

Les documents cartographiques:

- une carte des aléas inondations qui représente la délimitation de la crue selon son intensité;
- une carte des enjeux exposées;
- une carte réglementaire des zonages.

Le règlement:

A chaque zone délimitée sur la carte de zonage correspond une réglementation spécifique. Les constructions nouvelles, extensions, changements d'utilisation de bâtiments sont autorisés ou non selon les zones.

Les conséquences de l'approbation du PPRI

Sur la constructibilité: Le PPRI constitue une servitude d'utilité publique. Il est annexé au Plan Local d'Urbanisme. La commune ne peut y déroger pour ses projets d'urbanisation et pour la délivrance des permis de construire. Certaines constructions peuvent être interdites ou autorisées avec des prescriptions (plancher et réseaux électriques hors d'eau...)

Sur la réduction de la vulnérabilité: Le PPRI peut imposer des travaux de réduction de la vulnérabilité (batardeaux pour les portes, mise hors d'eau des réseaux électriques...) pour le bâti existant. Dans ce cas, les habitants devront mettre en oeuvre ces mesures dans les cinq ans et pourront bénéficier d'une subvention.

Sur l'information des populations: La commune doit informer les habitants sur ce risque au moins une fois tous les deux ans. Elle doit réaliser un Plan Communal de Sauvegarde et un Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs dans les deux ans suivant l'approbation du PPRI.

Lors des transactions immobilières, chaque vendeur ou bailleur d'un bien situé dans la zone inondable devra annexer au contrat de vente ou de location un état des risques et la liste des éventuels sinistres ayant donné lieu à indemnisation au titre des catastrophes naturelles.

Sur les modulations des franchises des assurances: Le PPRI présente l'intérêt en cas de sinistres successifs, de suspendre la modulation de franchise des assurances.

site ministère: <http://www.developpement-durable.gouv.fr>

site dédié aux risques majeurs: <http://www.prim.net>

site internet de la DDT de la Sarthe: <http://www.sarthe.equipement.gouv.fr>